

70 enseignants et AESH réunis « en visio » avec le SNUDI FO 95 mercredi 29 avril 2020

Nous avons pris connaissance du discours du Premier Ministre le 28 avril. Nous n'acceptons pas d'être en première ligne pour trouver avec les collectivités locales, les parents d'élèves les « meilleures solutions » avec les moyens du bord comme l'a déclaré Edouard Philippe.

Nous savons que les « gestes barrière » seront inapplicables dans nos écoles avec des groupes classes pouvant aller jusqu'à 15 élèves. Au contraire, les écoles restent des foyers de diffusion privilégiée des virus.

Nous nous inquiétons :

- de la non prise en compte de l'avis du CHS-CT ministériel du 3 avril exigeant le dépistage systématique de tous les personnels et de tous les élèves comme préalable à toute reprise.
- de l'absence de matériel efficace de protection (masques FFP2, visières) et de produits d'hygiène et de désinfection en quantité suffisante

Les parents d'élèves ne s'y trompent pas quand ils sont dès à présent une large majorité à refuser d'envoyer leurs enfants à l'école à partir du 11 mai. Et ce ne sont pas les différences de traitement annoncés par le Premier Ministre entre écoles, collèges et lycées qui vont les rassurer.

Nous refusons de mettre notre santé, notre vie ainsi que celle de nos enfants, de nos familles et de nos proches en danger. Nous ne voulons pas être responsables de l'accélération de la propagation du virus et être acteurs de la seconde vague. Nous refusons d'engager notre responsabilité pénale.

Nous avons pris connaissance de la procédure d'alerte engagée par la FNEC FP FO au niveau national comme départemental permettant d'user de notre droit de retrait le cas échéant.

Nous refusons d'organiser une garderie à partir du 11/05 dans nos écoles aux risques et périls de tous. Nous refusons de cumuler le suivi distancié de nos classes avec une présence dans les écoles. Nous considérons que seul le suivi de nos classes à distance doit se poursuivre, permettant de garantir la sécurité de tout le monde.

Nous appelons les conseils des maîtres à se réunir en visio et à se positionner collectivement contre toute rentrée dans les écoles à partir du 11 mai compte tenu de l'absence de garanties sanitaires.